

Les partis traditionnels mis à l'épreuve lors des élections aux Pays-Bas

Atradius Economic Research – Mars 2017

Résumé

- Le Parti Libéral devrait remporter la majorité après les élections du 15 Mars. Nous prévoyons qu'une coalition de centre-droite émergera au terme de longues négociations, ce qui permettra à Mark Rutte de remplir un troisième mandat en qualité de Premier Ministre.
- Les probabilités que Geert Wilders intègre le prochain gouvernement sont faibles étant donné que tous les autres grands partis ont exclu toute possibilité de collaboration avec son parti.
- L'économie néerlandaise garde le cap dans un contexte d'instabilité politique accrue au niveau national et Européen.

Étant le premier, parmi plusieurs États européens, à organiser des élections cette année, tous les regards sont tournés vers les Pays-Bas cette semaine. Ces élections néerlandaises se caractérisent par un degré de fragmentation inhabituel avec pas moins de 28 partis inscrits sur les bulletins de vote. La plupart des partis ayant exclu toute possibilité de collaboration avec Geert Wilders, le candidat de l'extrême droite, le processus de constitution d'une coalition promet d'être long.

Evolution de la politique néerlandaise

La société néerlandaise d'après-guerre se caractérisait essentiellement par la pilierisation, à savoir une ségrégation de la société en groupes sur des bases religieuses ou socio-économiques. Ce phénomène s'est élargi à la politique. Les personnes votaient pour le parti reflétant leur affiliation religieuse ou idéologique. Il a fallu attendre la fin des années 1960 pour que ce système de pilierisation s'érode graduellement grâce à une meilleure qualité de vie et à un plus grand individualisme.

Les électeurs sont progressivement devenus plus "volatiles" et plus exigeants. Le parti D66, créé en 1966 par un groupe d'intellectuels politiquement indépendants et dirigé par Hans van Mierlo, fût le premier parti à tirer un large profit de ce phénomène. Leur principal objectif était de démocratiser le système politique. Il a conquis sept sièges à la Chambre Basse lors des premières élections auxquelles il a participé en 1967. Depuis lors, le parti D66 a connu des hauts et des bas, mais est bien placé dans les sondages relatifs aux élections de cette année.

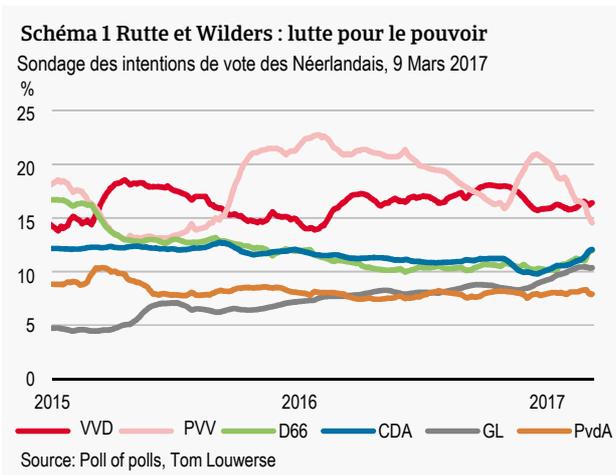
La politique néerlandaise a connu un nouveau tournant au début des années 2000. Elle a alors vu l'émergence d'un courant populiste puissant. Pim Fortuyn, qui a été assassiné quelques semaines avant les élections de 2002, est devenu le premier candidat populiste de droite à défendre un programme clairement opposé à l'immigration et à l'Islam. Son parti, la Lijst Pim Fortuyn (LPF), est arrivé en seconde position aux élections de 2002 avec 26 sièges à la Chambre Basse, un record pour un nouveau parti aux Pays-Bas.

Mais, en l'absence de son leader charismatique, le parti a rapidement périclité. En 2006, Geert Wilders, qui a fondé le Parti pour la Liberté (PVV), s'est imposé comme le successeur d'extrême droite de Pim Fortuyn. Le PVV a immédiatement remporté neuf sièges aux élections législatives de 2006, devenant ainsi le cinquième parti au Parlement. En 2010, le PVV est devenu le troisième parti après avoir remporté 24 sièges. Des élections ont été organisées en 2012 et la coalition actuelle se composant du Parti travailliste (PvdA) et du VVD a été formée.

Elections en 2017

Les Pays-Bas organisent des élections parlementaires le 15 Mars. Certains analystes estiment qu'une victoire de Geert Wilders pourrait stimuler les campagnes électorales des partis populistes en France et en Allemagne. Vu le grand nombre de partis en lice, le seuil à atteindre pour remporter un siège au Parlement est nettement plus bas qu'en Belgique ou en Allemagne : 0,67 % contre 5 %.

Les résultats des élections de 2012 ont été fortement influencés par les électeurs stratégiques qui ont opté à la dernière minute pour le VVD du centre-droite ou le PvdA du centre-gauche. L'ironie a voulu que ces deux partis forment in fine une coalition. Les élections de cette année se caractérisent pas un paysage politique nettement plus diversifié. Le VVD de Mark Rutte, le Premier Ministre actuel, est le parti donné gagnant dans les sondages, avec 16% des votes (schéma 1). Le Parti pour la Liberté (PVV) de Geert Wilders arrive en seconde position, avec 15% des intentions de vote. Plusieurs partis se situant entre 8% et 12% des intentions de vote, se tiennent à bonne distance du PVV et du VVD. Ces partis sont les Démocrates Chrétiens (12%), D66 (12%), Écolo Gauche (10%), le Parti Socialiste (10%) et le PvdA (8%).



À quelques jours des élections, il est très peu probable que les sondages actuels évoluent spectaculairement. Seul un débat télévisé important est encore prévu le 14 Mars entre les dirigeants des quatorze principaux partis.

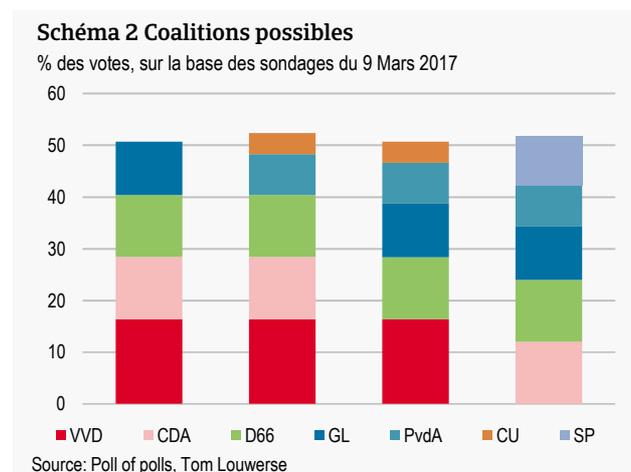
Au vu du récent Brexit et de l'élection de Trump, certains analystes peuvent s'inquiéter au sujet de la réelle expression du vote populiste dans les sondages. Les sondages néerlandais devraient refléter une image relativement fiable des intentions de vote pour Geert Wilders.

Le PVV est présent sur la scène politique depuis plus de dix ans et les sondeurs peuvent se targuer d'une solide expérience dans la prévision du vote populiste. Si le PVV devait devenir le parti majoritaire en remportant une victoire surprenante, ses chances d'entrer au gouvernement sont faibles étant donné que tous les partis, à l'exception de deux petits partis, ont déclaré exclure toute possibilité de collaboration avec Geert Wilders.

Alors que les élections de 2012 ont été dominées par les problèmes économiques (profonde récession de l'économie néerlandaise), les prochaines élections se focalisent davantage sur les problèmes sociaux tels que l'identité, les valeurs culturelles et l'intégration des immigrants musulmans. Wilders souhaite imposer une interdiction totale à l'immigration depuis les pays musulmans. Durant sa campagne, il a également défendu un programme anti-européen et souhaite organiser un référendum sur l'adhésion à l'UE. Le VVD est un parti pro-européen défendant des idées plus modérées sur l'immigration. Le VVD défend un programme économique conservateur, plaidant pour de nouvelles réformes du marché du travail et des baisses d'impôts pour les entreprises et les ménages.

Après les élections

Sur la base des résultats actuels des sondages, le prochain gouvernement devra se composer de quatre partis au moins afin d'obtenir la majorité à la Chambre Basse du Parlement. Traditionnellement, le parti qui remporte les élections prend l'initiative de former une coalition. Selon notre scénario de base, le VVD devancera le PVV, ce qui permettra à Mark Rutte, l'actuel Premier Ministre, de prendre la main dans le processus de formation d'un gouvernement. Nous estimons que le VVD parviendra à former une coalition de centre-droite avec trois ou quatre autres partis. Le schéma 2 illustre le nombre de coalitions possibles. Vu le nombre de partis nécessaires pour constituer une majorité, nous anticipons un long processus de formation après les élections du 15 mars.



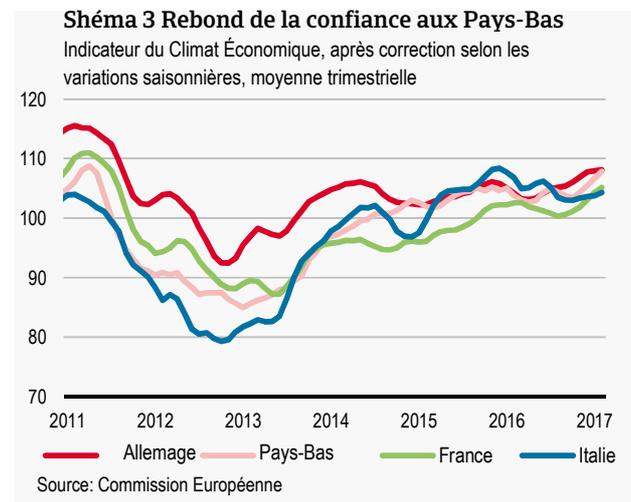
Nous estimons qu'un scénario voyant le PVV entrer au gouvernement est improbable. La quasi-totalité des principaux partis a exclu toute possibilité de coopération avec Geert Wilders. Même dans l'éventualité improbable que Wilders arriverait au pouvoir, le système politique serait défavorisé par un référendum sur l'adhésion à l'UE.

Premièrement, l'organisation d'un référendum sur l'adhésion à l'UE nécessite une majorité tant à la Chambre Basse ainsi qu'à la Chambre Haute du Parlement, ce qui est improbable car seul le PVV et quelques autres petits partis soutiennent un tel référendum. Si un référendum était tout de même organisé, une sortie des Pays-Bas de l'UE ne récolterait probablement pas un vote majoritaire. Selon l'agence de sondage Ipsos, 64% des électeurs néerlandais s'exprimeraient contre une sortie de l'UE.

L'économie néerlandaise garde le cap

Les investisseurs sont inquiets suite aux deux événements inattendus de 2016, à savoir le Brexit et l'élection de Donald Trump. Une hausse significative des écarts des taux souverains a été constatée au cours des dernières semaines en France et en Italie, ce qui est probablement lié aux prochaines élections dans ces pays. Par contre, les investisseurs semblent moins se soucier des résultats des élections aux Pays-Bas. Le taux néerlandais n'a presque pas augmenté par rapport à l'obligation allemande. Une situation économique nettement meilleure distingue nettement les Pays-Bas de ses homologues du Sud. L'année dernière, la croissance du PIB des Pays-Bas a surpassé celle de la zone Euro. Le taux de chômage a chuté au cours des trois dernières années et s'est stabilisé à un taux raisonnable de 5,3 %. Aux Pays-Bas, la confiance des entreprises et des consommateurs est repartie à la hausse.

L'économie néerlandaise a généré une dynamique suffisante afin d'éliminer le risque d'instabilité politique. La situation économique était différente lors des précédentes élections. Les Pays-Bas connaissaient une profonde récession. Les prix de l'immobilier avaient chuté de 20% entre le mois de septembre 2008 et la mi-2013. De plus, des mesures d'austérité pour un montant total de 50 milliards EUR avaient été annoncées pour la période 2010-2013. L'économie a affiché des signes de reprise progressive depuis la mi-2013. Les prix de l'immobilier ont augmenté de 15%. La Commission européenne estime que les Pays-Bas devraient afficher un excédent budgétaire de 0,2%-PIB en 2017 et de 0,3%-PIB en 2018.



Conclusion

Le paysage politique néerlandais est très fragmenté en 2017 et engendre des incertitudes afférentes au premier test de politique nationale de l'année en Europe. Selon nous, une nouvelle victoire populiste est improbable et le Parti Libéral (VVD) de Mark Rutte, l'actuel Premier Ministre, devrait remporter la majorité. Un gouvernement de centre-droite se composant de quatre ou cinq partis sera probablement formé. Même si le PVV d'extrême droite remporte la majorité des votes, la probabilité qu'il forme le prochain gouvernement est très faible car tous les principaux partis ont exclu la possibilité de collaborer avec Geert Wilders. Toutefois, une victoire de Wilders pourrait "booster" les campagnes électorales des populistes dans d'autres États européens.

Clause de non-responsabilité

Le présent rapport est fourni à titre informatif uniquement et ne se veut pas être une recommandation ou un conseil au lecteur sur des transactions, des investissements ou des stratégies particuliers. Les lecteurs doivent prendre leurs décisions personnelles, commerciales ou autres concernant les informations fournies. Bien que toutes les précautions aient été prises pour garantir la fiabilité des sources d'informations utilisées et publiées dans le présent document, Atradius décline toute responsabilité en cas d'éventuelles erreurs ou omissions dans les présentes informations, et par rapport à toutes les conséquences résultant de leur utilisation ou interprétation. Toutes les informations contenues dans ce rapport sont fournies « telles quelles », sans garantie d'exhaustivité, d'exactitude, de durabilité, ni des résultats obtenus en les utilisant et sans garantie d'aucune sorte, expresse ou implicite. En aucun cas la responsabilité d'Atradius, des entreprises ou partenaires avec qui elle entretient des relations, ni de leurs partenaires, agents ou employés, ne peut être invoquée par quiconque pour toute décision ou action fondée sur l'utilisation des informations contenues dans le présent document ou de tout dommage en résultant, spécifique ou de nature similaire, même si la possibilité de tels dommages a été expressément soulignée.

Copyright Atradius N.V. 2017
Atradius N.V.
David Ricardostraat 1 · 1066 JS
P.O. Box 8982 · 1006 JD
Amsterdam
The Netherlands
Telephone: +31 20 553 9111

Fax: +31

¹ Ipsos (2017), *Meerderheid NL'ers tegen referendum lidmaatschap EU*, 18 May 2016